

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2017/13687]

2 OCTOBRE 2017. — Loi relative à l'harmonisation de la prise en compte des périodes d'études pour le calcul de la pension (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — Dispositions relatives aux pensions du secteur public

CHAPITRE 1. — Régularisation des périodes d'études

Section 1^{re}. — Champ d'application et définitions

Art. 2. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux pensions qui sont à charge de l'un des pouvoirs ou organismes visés à l'article 1^{er} de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

- 1° "Service" : le Service fédéral des Pensions visé à l'article 2, 4°, de la loi du 18 mars 2016 intitulée en abrégé "loi relative au Service fédéral des Pensions".
- 2° "régime de pension du secteur public" : un régime de pension dont les pensions sont à charge de l'un des pouvoirs ou organismes visés à l'article 1^{er} de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public;
- 3° "pension de retraite" : une pension de retraite à charge de l'un des régimes de pension du secteur public;
- 4° "pension de survie" : une pension de survie à charge de l'un des régimes de pension du secteur public;
- 5° "allocation de transition" : une allocation de transition à charge de l'un des régimes de pension du secteur public;
- 6° "membre du personnel" : le membre du personnel pourvu d'une nomination à titre définitif ou y assimilé en matière de pension.
- 7° "diplôme" :
 - a) les diplômes de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire, et de l'enseignement supérieur technique, professionnel, maritime ou artistique, de plein exercice;
 - b) les diplômes, les certificats ou les titres y assimilés obtenus à l'issue d'un contrat d'apprentissage;
 - c) les diplômes, les certificats ou les titres y assimilés obtenus à l'issue des années de l'enseignement secondaire postérieures à la sixième année secondaire;
 - d) s'il s'agit d'un diplôme, certificat ou titre y assimilé obtenu à l'étranger, l'équivalence au diplôme visé au a), b), ou c), doit être reconnue par les autorités belges compétentes;
- 8° "périodes d'études" :
 - a) les périodes entières d'un an de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et de l'enseignement supérieur technique, professionnel, maritime ou artistique, de plein exercice pendant lesquelles des cours à cycle complet sont suivis; ces années d'études sont censées, sauf preuve contraire, débuter le 1^{er} septembre d'une année et se terminer le 31 août de l'année suivante;
 - b) les périodes pendant lesquelles une thèse de doctorat est préparée;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2017/13687]

2 OKTOBER 2017. — Wet betreffende de harmonisering van het in aanmerking nemen van studieperioden voor de berekening van het pensioen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — Bepalingen betreffende de pensioenen van de overheidssector

HOOFDSTUK 1. — Regularisatie van de studieperioden

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en definities

Art. 2. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de pensioenen die ten laste zijn van één van de overheden of instellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° "Dienst" : de Federale Pensioendienst bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 18 maart 2016 verkort genoemd "Wet betreffende de Federale Pensioendienst".
- 2° "pensioenstelsel van de overheidssector" : een pensioenstelsel waarvan de pensioenen ten laste komen van een van de overheden of instellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector;
- 3° "rustpensioen" : een rustpensioen ten laste van een pensioenstelsel van de overheidssector;
- 4° "overlevingspensioen" : een overlevingspensioen ten laste van een pensioenstelsel van de overheidssector;
- 5° "overgangsuitkering" : een overgangsuitkering ten laste van een pensioenstelsel van de overheidssector;
- 6° "personeelslid" : een personeelslid bekleed met een vaste of daarmee inzake pensioenen gelijkgestelde benoeming;
- 7° "diploma" :
 - a) diploma's van universitair en niet-universitair hoger onderwijs en van hoger technisch, beroeps-, zeevaart of kunstonderwijs met volledig leerplan;
 - b) diploma's, certificaten of de ermee gelijkgestelde titels behaald na afloop van een leerovereenkomst;
 - c) diploma's, certificaten of de ermee gelijkgestelde titels behaald na afloop van de jaren van secundair onderwijs volgend op het zesde jaar secundair;
 - d) indien het een in het buitenland behaald diploma, certificaat of ermee gelijkgestelde titel betreft, dient de gelijkwaardigheid ervan met het onder a), b), of c), bedoelde diploma erkend te worden door de bevoegde Belgische overheden;
- 8° "studieperioden" :
 - a) de volledige perioden van één jaar van universitair en niet-universitair hoger onderwijs en hoger technisch, beroeps-, zeevaart- of kunstonderwijs met volledig leerplan tijdens welke lessen gevolgd zijn die een volledige cyclus omvatten; die studiejaren worden geacht, behoudens tegenbewijs, een aanvang te nemen op 1 september van een jaar en te eindigen op 31 augustus van het volgend jaar;
 - b) de perioden tijdens welke een doctoraatsthesis wordt voorbereid;

- c) les périodes de stages professionnels dont l'obtention d'un diplôme visé au 7^o, a), du présent article est une condition préalable à leurs accomplissements, qui sont sanctionnées à leur issue par l'obtention d'une qualification professionnelle reconnue légalement et qui n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul d'une pension dans un des régimes belges ou étrangers de sécurité sociale;
- d) les périodes pendant lesquelles un contrat d'apprentissage est en cours et qui n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul d'une pension dans un des régimes belges ou étrangers de sécurité sociale; chaque année d'études est censée, sauf preuve contraire, débuter le 1^{er} septembre d'une année et se terminer le 31 août de l'année suivante;
- e) les périodes entières d'un an pendant lesquelles des années de l'enseignement secondaire postérieures à la sixième année secondaire sont suivies; ces années d'études sont censées, sauf preuve contraire, débuter le 1^{er} septembre d'une année et se terminer le 31 août de l'année suivante.

§ 3. Le présent chapitre est également applicable aux personnes qui, au moment de la date d'introduction de la demande, ne relèvent d'aucun régime légal obligatoire de pension à condition qu'elles aient acquis en dernier lieu la qualité de membre du personnel.

Section 2. — Périodes à régulariser

Art. 3. § 1^{er}. À condition qu'elles aient été sanctionnées respectivement par l'obtention d'un diplôme, d'un doctorat ou d'une qualification professionnelle, un membre du personnel peut régulariser ses périodes d'études comme suit :

- 1) la durée des périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8^o, a), pouvant être régularisée est limitée au nombre minimum d'années d'études qui était requis pour l'obtention du diplôme; la régularisation ne peut être effectuée que pour un seul diplôme; par "un seul diplôme", l'on entend le diplôme ainsi que tous les diplômes précédents requis pour l'obtention dudit diplôme;
- 2) la régularisation des périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8^o, b), n'est possible que pour un maximum de deux ans;
- 3) la durée des périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8^o, c) pouvant être régularisées est limitée au nombre minimum de périodes d'études qui était requis pour l'obtention de la qualification professionnelle;
- 4) la régularisation des périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8^o, d), est possible uniquement pour les périodes d'études prenant cours à partir de l'année du dix-huitième anniversaire au plus tôt et est limitée à un an maximum;
- 5) la régularisation des périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8^o, e), est limitée au nombre minimum d'années d'études, postérieures à la sixième année d'enseignement secondaire, qui était requis pour l'obtention du diplôme.

§ 2. La durée des périodes d'études qui peuvent être régularisées conformément au paragraphe 1^{er}, est le cas échéant diminuée de la durée de la bonification à titre gratuit pour diplôme ou pour études préliminaires telle qu'elle résulte de l'application des articles 393/1 du Code judiciaire, 36^{quater} de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, ou 5^{quater} de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement.

Section 3. — Demande de régularisation

Art. 4. § 1^{er}. En vue de bénéficier de la régularisation des périodes d'études, le membre du personnel doit adresser une demande écrite ou par voie électronique au Service.

La demande doit être introduite avant la date de prise de cours de la pension de retraite.

La demande est censée être introduite à la date de réception par le Service de la demande de régularisation.

§ 2. Une demande de régularisation est possible pour la totalité ou pour une partie des périodes d'études régularisables.

Pour les périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8^o, a) et e), une demande de régularisation ne peut être introduite que pour des années d'études complètes de douze mois.

Par dérogation à l'alinéa 2, une demande de régularisation peut être introduite pour la partie de l'année d'études qui, en raison de l'application de l'article 393/1 du Code judiciaire, de l'article 36^{quater} de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, ou de

- c) de perioden van beroepsstages waarvoor het behalen van een diploma bedoeld in 7^o, a), van dit artikel een voorwaarde is voor de uitvoering ervan en waarbij na de voltooiing een wettelijke erkende beroepskwalificatie wordt toegekend en die niet in aanmerking komen voor het berekenen van een pensioen in een van de Belgische of buitenlandse stelsels van sociale zekerheid;
- d) de perioden tijdens welke een leerovereenkomst loopt en die niet in aanmerking komen voor het berekenen van een pensioen in een van de Belgische of buitenlandse stelsels van sociale zekerheid; elk jaar wordt geacht, behoudens tegenbewijs, een aanvang te nemen op 1 september van een jaar en te eindigen op 31 augustus van het volgend jaar;
- e) de volledige perioden van één jaar tijdens welke jaren van secundair onderwijs volgend op het zesde jaar secundair worden gevolgd; die studiejaar worden geacht, behoudens tegenbewijs, een aanvang te nemen op 1 september van een jaar en te eindigen op 31 augustus van het volgend jaar.

§ 3. Dit hoofdstuk is eveneens van toepassing op de personen die, op het moment van het indienen van de aanvraag, niet onder één van de verplichte wettelijke pensioenstelsels vallen, op voorwaarde dat ze als laatste de hoedanigheid van personeelslid hebben verworven.

Afdeling 2. — Te regulariseren perioden

Art. 3. § 1. Op voorwaarde dat er na de voltooiing van de studieperiode respectievelijk een diploma, een doctoraat of een beroepskwalificatie wordt behaald, kan een personeelslid de studieperioden regulariseren als volgt :

- 1) de duur van de voor regularisatie vatbare studieperioden bedoeld in artikel 2, § 2, 8^o, a), is beperkt tot het minimumaantal studiejaar dat vereist was voor het behalen van het diploma; de regularisatie is slechts mogelijk voor één enkel diploma; onder "één enkel diploma" wordt het diploma begrepen evenals alle andere daaraan voorafgaande diploma's die vereist waren voor het behalen van dat diploma;
- 2) de regularisatie van de in artikel 2, § 2, 8^o, b), bedoelde studieperioden is slechts mogelijk voor ten hoogste twee jaar;
- 3) de duur van de studieperioden bedoeld in artikel 2, § 2, 8^o, c), die geregulariseerd mogen worden, is beperkt tot het minimum aantal studieperioden vereist voor het behalen van de beroepskwalificatie;
- 4) de regularisatie van de in artikel 2, § 2, 8^o, d), bedoelde studieperioden is slechts mogelijk voor de studieperioden die ten vroegste een aanvang nemen vanaf het jaar van de achttiende verjaardag en is beperkt tot maximum één jaar;
- 5) de regularisatie van de in artikel 2, § 2, 8^o, e), bedoelde studieperioden is beperkt tot het minimumaantal studiejaar, volgend op het zesde jaar secundair onderwijs, dat vereist was voor het behalen van het diploma.

§ 2. De duur van de studieperioden die overeenkomstig paragraaf 1 kunnen worden geregulariseerd, wordt in voorkomend geval vermindert met de kosteloze bonificatie wegens diploma of voorafgaande studies zoals zij voortvloeit uit de toepassing van de artikelen 393/1 van het Gerechtelijk Wetboek, 36^{quater} van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector of 5^{quater} van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs.

Afdeling 3. — Aanvraag tot regularisatie

Art. 4. § 1. Om aanspraak te kunnen maken op de regularisatie van de studieperioden moet het personeelslid een schriftelijke of elektronische aanvraag indienen bij de Dienst.

De aanvraag moet ingediend worden vóór de ingangsdatum van het rustpensioen.

De aanvraag wordt geacht ingediend te zijn op de datum van ontvangst door de Dienst van de aanvraag tot regularisatie.

§ 2. Een aanvraag tot regularisatie is mogelijk voor alle of voor een deel van de regulariseerbare studieperioden.

Voor de in artikel 2, § 2, 8^o, a) en e), bedoelde studieperioden kan een aanvraag tot regularisatie uitsluitend ingediend worden voor volledige studiejaar van twaalf maanden.

In afwijking van het tweede lid kan een aanvraag tot regularisatie ingediend worden voor het gedeelte van het studiejaar dat, wegens de toepassing van artikel 393/1 van het Gerechtelijk Wetboek, artikel 36^{quater} van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het

l'article 5^{quater} de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement, ne peut plus donner lieu à l'octroi d'une bonification à titre gratuit, pour autant que l'année d'études considérée soit régularisable entièrement conformément aux dispositions du présent titre.

§ 3. Un membre du personnel ne peut introduire que deux demandes de régularisation au maximum, tous régimes de pension confondus.

§ 4. Aucune demande de régularisation n'est admise dans la mesure où elle porte sur des périodes qui ont déjà fait l'objet d'une régularisation dans le régime de pensions des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants.

§ 5. Pour l'application du présent chapitre, les agents qui prestent des services en qualité de temporaire dans l'enseignement ou en qualité d'agent statutaire en stage non encore assujéti à un régime de pension du secteur public sont considérés comme des membres du personnel au sens de l'article 2, § 2, 6°.

Les régularisations qu'ils effectuent produiront leurs effets dans un régime de pension du secteur public pour autant que ces agents, postérieurement à ces services, fassent l'objet d'une nomination à titre définitif et que leur demande de régularisation ait été introduite soit dans les 10 années qui ont suivi l'obtention du diplôme, du doctorat ou de la qualification professionnelle, soit avant le 1^{er} décembre 2020.

Si les conditions visées à l'alinéa 2 ne sont pas remplies, la régularisation produit ses effets dans le régime de pension des travailleurs salariés.

§ 6. En cas d'application de l'article 46, § 4, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, la régularisation du membre du personnel visé par cet article produit ses effets dans le régime de pension des travailleurs salariés.

Section 4. — Cotisation de régularisation

Art. 5. La régularisation des périodes d'études ne produit ses effets, à partir de la date de prise de cours de la pension, qu'après paiement de la cotisation de régularisation due, fixée conformément à la présente section.

Art. 6. § 1^{er}. La cotisation de régularisation est fixée à 1 500 EUR par période à régulariser de 12 mois.

Ce montant varie de la manière prévue par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Pour l'application de ce titre, il est rattaché au coefficient de majoration en vigueur au 1^{er} décembre 2017 et comprend l'augmentation liée à ce coefficient.

Le montant à prendre en considération est celui qui, à la date d'introduction de la demande de régularisation, résulte de l'application des alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Pour le calcul de la cotisation de régularisation due pour les périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8°, a) et e) chaque année d'études est égale à douze mois, sauf en cas d'application de l'article 4, § 2, alinéa 3. Pour les périodes d'études visées à l'article 2, § 2, 8°, b), c) et d), ainsi qu'en cas d'application de l'article 4, § 2, alinéa 3, la cotisation due est fixée selon la durée de la période à régulariser.

§ 3. Si la demande de régularisation est introduite après l'expiration d'un délai de dix ans à partir de l'obtention du diplôme, du doctorat ou de la qualification professionnelle, la cotisation de régularisation correspond à un pourcentage de la valeur actuelle, à la date d'introduction de la demande de régularisation, de l'accroissement du montant de la pension de retraite correspondant aux périodes d'études sur lesquelles porte la demande de régularisation, calculée avec un taux d'intérêt et des tables de mortalité, et compte tenu du traitement de référence qui sert de base pour le calcul de la pension tel que connu au moment de l'introduction de la demande de régularisation.

Le Roi précise le pourcentage de la valeur actuelle pris en compte sans que celui-ci puisse être inférieur à 50 %, le taux d'intérêt de l'actualisation et les tables de mortalité utilisés pour le calcul de la valeur actuelle ainsi que l'âge à partir duquel le montant de la pension de retraite est supposé payé.

Toute demande régulièrement introduite avant le 1^{er} décembre 2020, est considérée comme ayant été introduite dans le délai de dix ans visé à l'alinéa premier.

personeel van de openbare sector of artikel 5^{quater} van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs, geen aanleiding meer kan geven tot de toekenning van een gratis diplomabonificatie, op voorwaarde dat het betreffende studiejaar in zijn geheel regulier-seerbaar is overeenkomstig de bepalingen van deze titel.

§ 3. Een personeelslid kan ten hoogste slechts twee aanvragen tot regularisatie indienen, in alle pensioenstelsels.

§ 4. Een regularisatieaanvraag wordt niet aanvaard in de mate dat zij betrekking heeft op periodes die reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een regularisatie in het pensioenstelsel van de werknemers of de zelfstandigen.

§ 5. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, worden de ambtenaren die diensten presteren als tijdelijke personeelsleden van het onderwijs of als statutaire ambtenaren in stage die nog niet zijn onderworpen aan een pensioenstelsel van de overheidssector beschouwd als personeelsleden in de zin van artikel 2, § 2, 6°.

De uitgevoerde regularisaties zullen hun uitwerking hebben in een pensioenstelsel van de overheidssector, voor zover deze ambtenaren, na deze diensten, worden vastbenoemd en dat hun aanvraag tot regularisatie werd ingediend hetzij binnen de 10 jaar die volgden op het behalen van het diploma, het doctoraat of de beroepskwalificatie, hetzij vóór 1 december 2020.

Indien de voorwaarden zoals bedoeld in het tweede lid niet worden voldaan, zal de regularisatie haar uitwerking hebben in het pensioenstelsel van de werknemers.

§ 6. In geval van toepassing van het artikel 46, § 4, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, heeft de regularisatie van het personeelslid die door dit artikel wordt beoogd uitwerking in het pensioenstelsel van de werknemers.

Afdeling 4. — Regularisatiebijdrage

Art. 5. De regularisatie van de studieperioden krijgt pas uitwerking, vanaf de ingangsdatum van het pensioen, na betaling van de verschuldigde regularisatiebijdrage, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling.

Art. 6. § 1. De regularisatiebijdrage wordt per te regulariseren periode van 12 maanden vastgesteld op 1 500 EUR.

Dit bedrag schommelt op de wijze vastgesteld door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Voor de toepassing van deze titel is dit gekoppeld aan de verhogingscoëfficiënt van kracht op 1 december 2017 en bevat het de verhoging verbonden aan deze coëfficiënt.

Het bedrag dat in aanmerking moet worden genomen is datgene dat op de datum van het indienen van de aanvraag tot regularisatie, resulteert uit de toepassing van de leden 1 en 2.

§ 2. Voor de berekening van de verschuldigde regularisatiebijdrage voor de studieperioden bedoeld in artikel 2, § 2, 8°, a) en e) omvat elk studiejaar twaalf maanden, behalve in geval van toepassing van artikel 4, § 2, derde lid. Voor de studieperioden bedoeld in artikel 2, § 2, 8°, b), c) en d), evenals in geval van toepassing van artikel 4, § 2, derde lid, wordt de verschuldigde bijdrage vastgesteld naargelang de duur van de te regulariseren periode.

§ 3. Indien de aanvraag tot regularisatie wordt ingediend na het verstrijken van een termijn van tien jaar vanaf het behalen van het diploma, het doctoraat of de beroepskwalificatie, komt de regularisatiebijdrage overeen met een percentage van de huidige waarde, op de datum waarop de aanvraag tot regularisatie werd ingediend van de verhoging van het rustpensioenbedrag dat overeenkomt met de studieperioden waarop de aanvraag tot regularisatie betrekking heeft, berekend met een intrestvoet en sterftetafels, en rekening houdend met de referentiewedde die als basis dient voor de pensioenberekening zoals gekend op het moment van het indienen van de aanvraag tot regularisatie.

De Koning preciseert het percentage van de huidige waarde dat in aanmerking wordt genomen zonder dat dit lager mag liggen dan 50 %, de intrestvoet van de actualisatie en de sterftetafels die worden gebruikt voor de berekening van de huidige waarde alsook de leeftijd vanaf wanneer het rustpensioenbedrag betaald geacht wordt.

Elke aanvraag die regelmatig werd ingediend vóór 1 december 2020 wordt beschouwd als zijnde ingediend binnen de termijn van tien jaar bedoeld in het eerste lid.

Art. 7. Le versement de la cotisation de régularisation est effectué en une seule fois, dans les six mois à compter de la date de la décision de régularisation visée à l'article 11.

Art. 8. Le versement de la cotisation de régularisation est effectué au Service, qui l'affectera ensuite au régime de pension du secteur public qui s'applique au membre du personnel à la date de l'introduction de sa demande de régularisation.

Aucun transfert de cotisations ne sera effectué par la suite entre les différents régimes de pension du secteur public. A l'exception des transferts visés dans la loi du 10 février 2003 réglant le transfert de droits à pensions entre des régimes belges de pensions et ceux d'institutions de droit international public, aucun transfert de cotisations ne sera effectué par la suite vers d'autres régimes de pension belges ou étrangers de sécurité sociale.

Art. 9. La cotisation de régularisation versée conformément à la présente section ne pourra en aucun cas être remboursée.

Art. 10. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, la cotisation de régularisation due est réduite de quinze pct. si la demande de régularisation est introduite entre le 1^{er} décembre 2017 et le 30 novembre 2019.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas d'application aux personnes qui ont fait l'objet d'une nomination définitive ou y assimilée après le 1^{er} décembre 2017.

Section 5. — Instruction de la demande de régularisation

Art. 11. § 1^{er}. Le Service instruit la demande de régularisation et notifie sa décision.

À partir de la notification de la décision de régularisation, le membre du personnel est tenu, vis-à-vis du Service, de verser la cotisation de régularisation pour les périodes d'études visées dans cette décision.

§ 2. Avant de notifier sa décision de régularisation, le Service informe le membre du personnel du montant total de la cotisation qu'il aura à verser compte tenu des périodes d'études pour lesquelles le membre du personnel a introduit une demande de régularisation et, le cas échéant, pour la période complète d'études régularisable.

Si le membre du personnel opte pour la régularisation de plus ou de moins d'années d'études qu'indiquées dans sa demande, le Service lui communique le montant total de la cotisation qu'il aura à verser, calculée en fonction du choix du membre du personnel.

§ 3. La décision de régularisation du Service tient compte de l'option du membre du personnel exercée après avoir reçu les informations visées au paragraphe 2.

Si le membre du personnel ne paye pas dans le délai déterminé à l'article 7, sa demande de régularisation est définitivement clôturée.

Section 6. — Calcul de la pension

Art. 12. Chaque période d'études régularisée est prise en compte pour le calcul de la pension de retraite qui prend cours au plus tôt à partir du 1^{er} décembre 2018 à concurrence d'1/60^e par année du traitement de référence qui sert de base pour le calcul de la pension.

Par dérogation à l'alinéa premier, pour les personnes âgées de 55 ans ou plus en 2017 et qui peuvent revendiquer le bénéfice de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement, le tantième de 1/60^e est remplacé par celui de 1/55^e.

Chaque période d'études régularisée est prise en compte pour le calcul de l'allocation de transition et de la pension de survie des ayants droit du membre du personnel qui prennent cours au plus tôt à partir du 1^{er} décembre 2018.

Art. 13. L'accroissement du montant de la pension de retraite, de l'allocation de transition ou de la pension de survie qui résulte de la prise en compte des périodes d'études régularisées, fait partie intégrante de la pension ou de l'allocation de transition.

Section 7. — Disposition d'habilitation

Art. 14. Le Roi peut modifier les délais visés au présent chapitre à l'exception des délais visés aux articles 4, § 5, alinéa 2, 6, § 3, et 10, § 1^{er}.

Art. 7. De storting van de regularisatiebijdrage gebeurt in één keer, binnen zes maanden vanaf de datum van de in artikel 11 bedoelde regularisatiebeslissing.

Art. 8. De storting van de regularisatiebijdrage wordt verricht bij de Dienst die deze vervolgens zal toewijzen aan het pensioenstelsel van de overheidssector dat van toepassing is op het personeelslid op het ogenblik van het indienen van zijn aanvraag tot regularisatie.

Nadien zal geen enkele overdracht van bijdragen uitgevoerd worden tussen de onderscheiden pensioenstelsels van de overheidssector. Met uitzondering van de overdrachten bedoeld in de wet van 10 februari 2003 tot regeling van overdracht van pensioenrechten tussen de Belgische pensioenregelingen en die van instellingen van internationaal publiek recht, zal nadien geen enkele overdracht van bijdragen uitgevoerd worden naar andere Belgische of buitenlandse pensioenstelsels van sociale zekerheid.

Art. 9. De overeenkomstig deze afdeling gestorte regularisatiebijdrage kan in geen geval worden terugbetaald.

Art. 10. § 1. In afwijking van artikel 6, § 1, wordt de verschuldigde regularisatiebijdrage verminderd met vijftien pct. indien de aanvraag tot regularisatie wordt ingediend tussen 1 december 2017 en 30 november 2019.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de personen die vast benoemd werden of daarmee gelijkgesteld na 1 december 2017.

Afdeling 5. — Onderzoek van de aanvraag tot regularisatie

Art. 11. § 1. De Dienst onderzoekt de aanvraag tot regularisatie en betekent zijn beslissing.

Vanaf de betekening van de regularisatiebeslissing is het personeelslid, ten opzichte van de Dienst, ertoe gehouden om de regularisatiebijdrage te storten voor de in die beslissing vermelde studieperioden.

§ 2. Alvorens zijn regularisatiebeslissing te betekenen, deelt de Dienst het personeelslid het totaalbedrag mee van de bijdrage die hij zal moeten storten, rekening houdend met de studieperioden waarvoor het personeelslid een aanvraag tot regulariseren heeft ingediend en, desgevallend, voor de volledige regulariseerbare studieperiode.

Zo het personeelslid ervoor kiest om meer of minder studieperioden te regulariseren dan vermeld in zijn aanvraag, deelt de Dienst hem het bedrag mee van de bijdrage die hij zal moeten storten, berekend in functie van de door het personeelslid gemaakte keuze.

§ 3. De regularisatiebeslissing van de Dienst houdt rekening met de keuze die het personeelslid heeft gemaakt nadat hij de in paragraaf 2 bedoelde inlichtingen heeft ontvangen.

Indien het personeelslid niet betaalt binnen de termijn bepaald in artikel 7 wordt zijn regularisatieaanvraag definitief afgesloten.

Afdeling 6. — Berekening van het pensioen

Art. 12. Elke geregulariseerde studieperiode wordt voor de berekening van het rustpensioen dat ten vroegste vanaf 1 december 2018 ingaat in aanmerking genomen naar rato, per jaar, van 1/60^e van de referentiewedde die als grondslag dient voor de berekening van het pensioen.

In afwijking van het eerste lid, wordt het tantième 1/60^e vervangen door het tantième 1/55^e voor de personen die de leeftijd hebben van 55 jaar of meer in 2017 en die aanspraak kunnen maken op het genot van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs.

Elke geregulariseerde studieperiode wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van de rechthebbenden van het personeelslid die ten vroegste vanaf 1 december 2018 ingaan.

Art. 13. De verhoging van het bedrag van het rustpensioen, van de overgangsuitkering of van het overlevingspensioen, die voortvloeit uit de in aanmerkingneming van de geregulariseerde studieperiodes maakt integraal deel uit van het pensioen of de overgangsuitkering.

Afdeling 7. — Machtigingsbepaling

Art. 14. De Koning kan de in dit hoofdstuk bepaalde termijnen wijzigen met uitzondering van de termijnen bedoeld in de artikelen 4, § 5, tweede lid, 6, § 3, en 10, § 1.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives**Section 1.* — Modification de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire

Art. 15. Dans la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, modifiée en dernier lieu par la loi du 19 octobre 2015, un article 393/1 est inséré, libellé comme suit :

“Art. 393/1. § 1^{er}. Les quatre années de service effectif dans la magistrature visées à l’article 393, § 1^{er}, sont, pour le calcul du montant des pensions qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018, réduites conformément au présent paragraphe.

La durée de quatre années visée au premier alinéa n’est prise en compte qu’à concurrence du rapport existant entre, d’une part, la durée, exprimée en mois, des services et périodes admissibles pour l’ouverture du droit à la pension que le magistrat totalise au 1^{er} décembre 2017 et, d’autre part, le nombre 540. Le résultat est arrondi vers le bas pour atteindre un nombre de mois entiers.

Par “services et périodes admissibles pour l’ouverture du droit à la pension”, on entend les années de service établies conformément à l’article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d’harmonisation dans les régimes de pensions, à l’exclusion de toute bonification de temps pour diplôme ou pour études préliminaires et de la durée de quatre années visée au premier alinéa et sans application des coefficients d’augmentation visés à l’article 46, § 3/1, de la loi du 15 mai 1984 précitée.

§ 2. En cas d’application du paragraphe 1^{er}, il n’est pas tenu compte des dispositions suivantes :

- l’article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), de l’arrêté royal n^o 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes;
- l’article 49, § 2, 1^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d’harmonisation dans les régimes de pensions.

§ 3. Quelle que soit la date effective de prise de cours de la pension, la réduction visée au paragraphe 1^{er} n’est pas applicable à la pension de retraite du magistrat qui, à un moment donné, remplissait les conditions pour pouvoir prétendre, au plus tard le 1^{er} décembre 2018, à une pension de retraite anticipée, ni à l’allocation de transition ou à la pension de survie de ses ayants droit.”

Art. 16. Dans la loi précitée du 10 octobre 1967, un article 393/2 est inséré, libellé comme suit :

“Art. 393/2. L’article 393, § 1^{er}, n’est plus applicable au calcul du montant des pensions de retraite qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018 des magistrats qui ont fait l’objet après le 1^{er} décembre 2017 d’une nomination définitive ou y assimilée dans la magistrature ou qui, après cette même date, ont été désignés comme stagiaire judiciaire, ni pour le calcul du montant de l’allocation de transition et de la pension de survie de leurs ayants droit.”

Section 2. — Modification de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public

Art. 17. Dans la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, modifiée en dernier lieu par la loi du 18 mars 2016, il est inséré un article 36^{quater}, libellé comme suit :

“Art. 36^{quater}. § 1^{er}. La durée résultant de l’application des articles 33, 34 et 34^{bis} est, pour le calcul du montant des pensions qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018, réduite conformément au présent paragraphe.

La durée visée à l’alinéa 1^{er} n’est prise en compte qu’à concurrence du rapport existant entre, d’une part, la durée, exprimée en mois, des services et périodes admissibles pour le droit à la pension que l’agent totalise au 1^{er} décembre 2017 et, d’autre part, le nombre 540. Le résultat est arrondi vers le bas pour atteindre un nombre de mois entiers.

Par “services et périodes admissibles pour l’ouverture du droit à la pension”, on entend les années de service établies conformément à l’article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d’harmonisation dans les régimes de pensions, à l’exclusion de toute bonification de temps pour diplôme ou pour études préliminaires et sans application des coefficients d’augmentation visés à l’article 46, § 3/1, de la loi du 15 mai 1984 précitée.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen**Afdeling 1.* — Wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek

Art. 15. In de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 19 oktober 2015, wordt een artikel 393/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 393/1. § 1. De vier jaar werkelijke dienst in de magistratuur bedoeld in artikel 393, § 1, wordt, voor de berekening van het bedrag van de pensioenen die ingaan vanaf 1 december 2018, verminderd overeenkomstig deze paragraaf.

De in het eerste lid bedoelde duur van vier jaar wordt slechts in aanmerking genomen ten belope van de verhouding tussen, enerzijds, de in maanden uitgedrukte duur van de pensioenaanspraakverlenende diensten en perioden die de magistraat op 1 december 2017 heeft bereikt en, anderzijds, het getal 540. Het resultaat wordt naar beneden toe afgerond tot gehele maanden.

Onder “pensioenaanspraakverlenende diensten en perioden” moet worden verstaan de dienstjaren vastgesteld overeenkomstig artikel 46, § 1, eerste lid, 1^o, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, met uitsluiting van elke tijdsbonificatie wegens diploma of voorafgaande studies en van de in het eerste lid bedoelde duur van vier jaar en zonder de toepassing van de verhogingscoëfficiënten bedoeld in artikel 46, § 3/1, van de voormelde wet van 15 mei 1984.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1 wordt geen rekening gehouden met de volgende bepalingen :

- artikel 2, § 1, eerste lid, c), van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht;
- artikel 49, § 2, 1^o, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

§ 3. Ongeacht de werkelijke ingangsdatum van het pensioen, is de in paragraaf 1 vermelde vermindering niet van toepassing op het rustpensioen van de magistraat die op een bepaald ogenblik de voorwaarden vervulde om uiterlijk op 1 december 2018 een vervroegd rustpensioen te verkrijgen, noch op de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van zijn rechthebbenden.”

Art. 16. In de voormelde wet van 10 oktober 1967 wordt een artikel 393/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 393/2. Artikel 393, § 1, is niet meer van toepassing voor de berekening van het bedrag van de rustpensioenen die vanaf 1 december 2018 ingaan van de magistraten die na 1 december 2017 een vaste of daarmee gelijkgestelde benoeming in de magistratuur hebben verkregen of die na die datum als gerechtelijk stagiair werden aangesteld, noch voor de berekening van het bedrag van de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van hun rechthebbenden.”

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector

Art. 17. In de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 maart 2016, wordt een artikel 36^{quater} ingevoegd, luidende :

“Art. 36^{quater}. § 1. De duur voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 33, 34 en 34^{bis} wordt, voor de berekening van het bedrag van de pensioenen die ingaan vanaf 1 december 2018, verminderd overeenkomstig deze paragraaf.

De in het eerste lid bedoelde duur wordt slechts in aanmerking genomen ten belope van de verhouding tussen, enerzijds, de in maanden uitgedrukte duur van de pensioenaanspraakverlenende diensten en perioden die het personeelslid op 1 december 2017 heeft bereikt en, anderzijds, het getal 540. Het resultaat wordt naar beneden toe afgerond tot gehele maanden.

Onder “pensioenaanspraakverlenende diensten en perioden” moet worden verstaan de dienstjaren vastgesteld overeenkomstig artikel 46, § 1, eerste lid, 1^o, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, met uitsluiting van elke tijdsbonificatie wegens diploma of voorafgaande studies en zonder de toepassing van de verhogingscoëfficiënten bedoeld in artikel 46, § 3/1, van de voormelde wet van 15 mei 1984.

§ 2. En cas d'application du paragraphe 1^{er}, il n'est pas tenu compte des dispositions suivantes :

- les articles 34^{quater} et 35;
- l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes;
- l'article 49, § 2, 1°, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

§ 3. Quelle que soit la date effective de prise de cours de la pension, la réduction visée au paragraphe 1^{er} n'est pas applicable à la pension de retraite du membre du personnel qui, à un moment donné, remplissait les conditions pour pouvoir prétendre au plus tard le 1^{er} décembre 2018 à une pension de retraite anticipée, ni à l'allocation de transition et la pension de survie de ses ayants droit.

§ 4. La réduction visée au paragraphe 1^{er} n'est pas d'application :

- aux personnes qui au 1^{er} décembre 2017 se trouvaient à leur demande dans une position de disponibilité, totale ou partielle, préalable à la mise à la retraite ou dans une situation analogue;
- aux personnes qui, si elles en avaient introduit la demande, auraient pu être placées au plus tard le 1^{er} décembre 2017 dans une position de disponibilité, totale ou partielle, préalable à la mise à la retraite ou dans une situation analogue.

Les situations qui donnent lieu à l'application de l'alinéa 1^{er} sont celles visées dans la liste établie par le Roi en exécution de l'article 8, alinéa 2, de la loi du 28 avril 2015 portant des dispositions concernant les pensions du secteur public. Néanmoins, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, décider d'écarter certaines situations ou en prévoir de nouvelles non reprises dans la liste."

Art. 18. Dans la loi précitée du 9 juillet 1969, un article 36^{quinquies} est inséré, libellé comme suit :

"Art. 36^{quinquies} : Les articles 33 et 34^{bis} ne sont plus applicables au calcul du montant des pensions de retraite qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018 des membres du personnel qui ont fait l'objet après le 1^{er} décembre 2017 d'une nomination définitive ou y assimilée, ni pour le calcul du montant de l'allocation de transition et de la pension de survie de leurs ayants droit."

Section 3. — Modification de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement

Art. 19. Dans la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement, modifiée en dernier lieu par la loi du 28 avril 2015, un article 5^{quater} est inséré, libellé comme suit :

"Art. 5^{quater}, § 1^{er}. La durée résultant de l'application des articles 2 et 2^{bis} est, pour le calcul du montant des pensions qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018, réduite conformément au présent paragraphe.

La durée visée à l'alinéa 1^{er} n'est prise en compte qu'à concurrence du rapport existant entre, d'une part, la durée, exprimée en mois, des services et périodes admissibles pour l'ouverture du droit à la pension que le membre du personnel totalise au 1^{er} décembre 2017 et, d'autre part, le chiffre 540. Le résultat est arrondi vers le bas pour atteindre un nombre de mois entiers.

Par "services et périodes admissibles pour l'ouverture du droit à la pension", on entend les années de service établies conformément à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, à l'exclusion de toute bonification de temps pour diplôme ou pour études préliminaires et sans application des coefficients de majoration visés à l'article 46, § 3/1, de la loi du 15 mai 1984 précitée.

§ 2. En cas d'application du § 1^{er}, il n'est pas tenu compte des dispositions suivantes :

- les articles 3 et 4;
- l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes;
- l'article 49, § 2, 1°, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1 wordt geen rekening gehouden met de volgende bepalingen :

- de artikelen 34^{quater} en 35;
- artikel 2, § 1, eerste lid, c), van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht;
- artikel 49, § 2, 1°, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

§ 3. Ongeacht de werkelijke ingangsdatum van het pensioen, is de in paragraaf 1 vermelde vermindering niet van toepassing op het rustpensioen van het personeelslid dat op een bepaald ogenblik de voorwaarden vervulde om uiterlijk op 1 december 2018 een vervroegd pensioen te verkrijgen, noch op de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van zijn rechthebbenden.

§ 4. De vermindering bedoeld in paragraaf 1 is niet van toepassing :

- op de personen die zich op eigen aanvraag op 1 december 2017 in een voltijdse of deeltijdse beschikbaarheid voorafgaand aan de oppensioenstelling of in een vergelijkbare situatie bevinden;
- op de personen die, indien zij de aanvraag ertoe hadden ingediend, in een volledige of deeltijdse beschikbaarheid voorafgaand aan het pensioen of een gelijkaardige situatie hadden kunnen worden geplaatst ten laatste op 1 december 2017.

De situaties die aanleiding geven tot de toepassing van het eerste lid zijn deze bedoeld in de lijst opgesteld door de Koning ter uitvoering van artikel 8, tweede lid, van de wet van 28 april 2015 houdende bepalingen betreffende de pensioenen van de publieke sector. Niettemin mag de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, beslissen sommige situaties te schrappen of er nieuwe voorzien die nog niet zijn opgenomen in de lijst."

Art. 18. In de voormelde wet van 9 juli 1969 wordt een artikel 36^{quinquies} ingevoegd, luidende :

"Art. 36^{quinquies}. De artikelen 33 en 34^{bis} zijn niet meer van toepassing voor de berekening van het bedrag van de rustpensioenen die vanaf 1 december 2018 ingaan van de personeelsleden die na 1 december 2017 een vaste of daarmee gelijkgestelde benoeming hebben verkregen, noch voor de berekening van het bedrag van de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van hun rechthebbenden."

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs

Art. 19. In de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 april 2015, wordt een artikel 5^{quater} ingevoegd, luidende :

"Art. 5^{quater}, § 1. De duur voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 2 en 2^{bis} wordt, voor de berekening van het bedrag van de pensioenen die ingaan vanaf 1 december 2018, verminderd overeenkomstig deze paragraaf.

De in het eerste lid bedoelde duur wordt slechts in aanmerking genomen ten belope van de verhouding tussen, enerzijds, de in maanden uitgedrukte duur van de pensioenaanspraakverlenende diensten en perioden die het personeelslid op 1 december 2017 heeft bereikt en, anderzijds, het getal 540. Het resultaat wordt naar beneden toe afgerond tot gehele maanden.

Onder "pensioenaanspraakverlenende diensten en perioden" moet worden verstaan de dienstjaren vastgesteld overeenkomstig artikel 46, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, met uitsluiting van elke tijdsbonificatie wegens diploma of voorafgaande studies en zonder de toepassing van de verhogingscoëfficiënten bedoeld in artikel 46, § 3/1, van de voormelde wet van 15 mei 1984.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1 wordt geen rekening gehouden met de volgende bepalingen :

- de artikelen 3 en 4;
- artikel 2, § 1, eerste lid, c), van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht;
- artikel 49, § 2, 1°, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

§ 3. Quelle que soit la date effective de prise de cours de la pension, la réduction visée au paragraphe 1^{er} n'est pas applicable à la pension de retraite du membre du personnel qui, à un moment donné, remplissait les conditions pour pouvoir prétendre au plus tard le 1^{er} décembre 2018 à une pension de retraite anticipée, ni à l'allocation de transition et à la pension de survie de ses ayants droit.

§ 4. La réduction visée au paragraphe 1^{er} n'est pas applicable :

- aux personnes qui au 1^{er} décembre 2017 se trouvaient à leur demande dans une position de disponibilité, totale ou partielle, préalable à la mise à la retraite ou dans une situation analogue;
- aux personnes qui, si elles en avaient introduit la demande, auraient pu être placées au plus tard le 1^{er} décembre 2017 dans une position de disponibilité, totale ou partielle, préalable à la mise à la retraite ou dans une situation analogue.

Les situations qui donnent lieu à l'application de l'alinéa 1^{er} sont celles visées dans la liste établie par le Roi en exécution de l'article 8, alinéa 2, de la loi du 28 avril 2015 portant des dispositions concernant les pensions du secteur public. Néanmoins, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, décider d'écarter certaines situations ou en prévoir de nouvelles non reprises dans la liste."

Art. 20. Dans la loi du 16 juin 1970 précitée, un article 5quinquies est inséré, libellé comme suit :

"Art. 5quinquies. Les articles 2 et 2bis ne sont plus applicables au calcul du montant des pensions de retraite qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018 des membres du personnel qui ont fait l'objet après le 1^{er} décembre 2017 d'une nomination à titre définitif ou assimilée ou qui ont été engagés après cette même date comme membre du personnel statutaire temporaire, dans un établissement d'enseignement visé à l'article 1^{er}, ni pour le calcul du montant de l'allocation de transition et de la pension de survie de leurs ayants droit."

Section 4. — Modification de l'arrêté royal n°206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes

Art. 21. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, c), de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes, modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2014, les mots "à l'exclusion de la bonification de temps pour périodes d'études qui a fait l'objet d'une validation à titre onéreux" sont insérés entre les mots "le temps bonifié à un titre quelconque" et les mots "est pris en considération".

Section 5. — Modification de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions

Art. 22. Dans l'article 5 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, modifié par les lois des 21 mai 1991 et 3 février 2003, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 2 est abrogé;
- 2° le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

"Le présent paragraphe n'est plus applicable aux pensions de survie qui prennent cours à partir du 1^{er} décembre 2018 sauf si le conjoint défunt a bénéficié d'une pension de retraite avant cette date ou si le conjoint défunt aurait bénéficié d'une pension de retraite calculée en application des articles 393/1, § 3, du Code judiciaire, 36quater, § 3, de la loi précitée du 9 juillet 1969 ou 5quater, § 3, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement et que le diplôme visé par le présent paragraphe n'ait pas été en tout ou en partie validé à titre onéreux conformément à la loi du 2 octobre 2017 relative à l'harmonisation de la prise en compte des périodes d'études pour le calcul de la pension.";

CHAPITRE 3. — Disposition autonome

Art. 23. Les articles 36quater et 36quinquies de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, s'appliquent à toute période d'études ou période y assimilée qui entre en ligne de compte pour le calcul du montant d'une pension visée à l'article 38 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires ou à l'article 80 de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public.

§ 3. Ongeacht de werkelijke ingangsdatum van het pensioen, is de in paragraaf 1 vermelde vermindering niet van toepassing op het rustpensioen van het personeelslid dat op een bepaald ogenblik de voorwaarden vervulde om uiterlijk op 1 december 2018 een vervroegd rustpensioen te verkrijgen, noch op de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van zijn rechthebbenden.

§ 4. De vermindering bedoeld in paragraaf 1 is niet van toepassing :

- op de personen die zich op eigen aanvraag op 1 december 2017 in een voltijdse of deeltijdse beschikbaarheid voorafgaand aan de oppensioenstelling of in een vergelijkbare situatie bevinden;
- op de personen die, indien zij de aanvraag ertoe hadden ingediend, in een volledige of deeltijdse beschikbaarheid voorafgaand aan het pensioen of een gelijkaardige situatie hadden kunnen worden geplaatst ten laatste op 1 december 2017.

De situaties die aanleiding geven tot de toepassing van het eerste lid zijn deze bedoeld in de lijst opgesteld door de Koning ter uitvoering van artikel 8, tweede lid, van de wet van 28 april 2015 houdende bepalingen betreffende de pensioenen van de publieke sector. Niettemin mag de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, beslissen sommige situaties te schrappen of er nieuwe voorzien die nog niet zijn opgenomen in de lijst."

Art. 20. In de voormelde wet van 16 juni 1970 wordt een artikel 5quinquies ingevoegd, luidende :

"Art. 5quinquies. De artikelen 2 en 2bis zijn niet meer van toepassing voor de berekening van het bedrag van de rustpensioenen die vanaf 1 december 2018 ingaan van de personeelsleden die na 1 december 2017 een vaste of daarmee gelijkgestelde benoeming hebben verkregen of die na die datum als tijdelijk statutair personeelslid werden aangesteld in een onderwijsinstelling bedoeld in artikel 1, noch voor de berekening van het bedrag van de overgangsuitkering en het overlevingspensioen van hun rechthebbenden."

Afdeling 4. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht

Art. 21. In artikel 2, § 1, eerste lid, c), van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2014, worden de woorden " , met uitsluiting van de tijdsbonificatie wegens studieperiodes die het voorwerp heeft uitgemaakt van een validering ten bezwarende titel," ingevoegd tussen de woorden "vergoede periode" en de woorden "wordt in aanmerking genomen".

Afdeling 5. — Wijziging van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen

Art. 22. In artikel 5 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, gewijzigd bij de wetten van 21 mei 1991 en 3 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° paragraaf 2 wordt opgeheven;
- 2° paragraaf 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De huidige paragraaf is niet meer van toepassing op de overlevingspensioenen die ingaan vanaf 1 december 2018 behalve indien de overleden echtgenoot voor die datum genoten heeft van een rustpensioen of indien de overleden echtgenoot zou hebben genoten van een rustpensioen berekend in toepassing van artikels 393/1, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, 36quater, § 3, van de voormelde wet van 9 juli 1969 of 5quater, § 3, van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van de leden van het onderwijs en het diploma bedoeld in de huidige paragraaf niet geheel of gedeeltelijk onder bezwarende titel werd gevalideerd overeenkomstig de wet van 2 oktober 2017 betreffende de harmonisering van het in aanmerking nemen van studieperiodes voor de berekening van het pensioen."

HOOFDSTUK 3. — Autonome bepaling

Art. 23. De artikelen 36quater en 36quinquies van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, zijn van toepassing op elke studieperiode of ermee gelijkgestelde periode die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het bedrag van een pensioen bedoeld in artikel 38 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen of in artikel 80 van de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 24. Le présent titre entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017, à l'exception de l'article 22 qui entre en vigueur le 1^{er} décembre 2018.

TITRE 3. — Dispositions relatives aux pensions des travailleurs salariés

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal n°50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés*

Art. 25. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n°50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par la loi du 18 mars 2016, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

"4^o détermine sous quelles conditions le travailleur salarié peut obtenir l'assimilation à des périodes de travail des périodes pendant lesquelles il a fait des études et des périodes pendant lesquelles il était sous un contrat d'apprentissage; Il peut déterminer quelles activités de nature éducative ou formative sont considérées comme études; Il peut déterminer également les conditions et règles selon lesquelles des cotisations doivent être payées et selon lesquelles ces cotisations payées peuvent éventuellement être remboursées."

Art. 26. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 16 novembre 2015, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

"Il en va de même des rémunérations afférentes aux périodes régularisées en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 4^o."

Art. 27. Pour les personnes pour qui le délai de dix ans à partir de la fin de leurs études est expiré à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi prévoit une mesure transitoire qui ne peut concerner que les périodes d'études à partir du 1^{er} janvier de l'année de leur vingtième anniversaire.

CHAPITRE 2. — *Entrée en vigueur*

Art. 28. Le présent titre est applicable aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} décembre 2018, à l'exception des pensions de survie calculées sur base de pensions de retraite qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} novembre 2018.

Art. 29. Le présent titre entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017.

TITRE 4. — Dispositions relatives aux pensions des travailleurs indépendants

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants*

Art. 30. À l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o dans l'alinéa 2, les mots " , ainsi que celles au cours desquelles il a été lié par un contrat d'apprentissage reconnu et contrôlé par le Gouvernement" sont abrogés;
- 2^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Les assimilations visées au présent paragraphe peuvent être subordonnées au paiement d'une cotisation. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles cette cotisation peut être remboursée."

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne*

Art. 31. Dans l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, modifié en dernier lieu par la loi du 16 janvier 2006, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

"2^o les revenus fictifs dont il y a lieu de tenir compte pour les périodes qui sont assimilées par le Roi en exécution de l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 72."

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 24. Deze titel treedt in werking op 1 december 2017, met uitzondering van artikel 22, dat in werking treedt op 1 december 2018.

TITEL 3. — Bepalingen betreffende de pensioenen van de werknemers

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers*

Art. 25. In artikel 3, eerste lid van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 maart 2016, wordt de bepaling onder 4^o vervangen als volgt :

"4^o bepaalt onder welke voorwaarden de werknemer de gelijkstelling met arbeidsperioden kan bekomen voor de perioden tijdens welke hij studien heeft gedaan en voor de perioden tijdens welke hij onder een leerovereenkomst viel; Hij kan bepalen welke activiteiten van educatieve of vormende aard als studien beschouwd worden; Hij kan eveneens de voorwaarden en regelen bepalen volgens welke bijdragen moeten worden betaald en volgens welke deze betaalde bijdragen eventueel kunnen worden terugbetaald."

Art. 26. In artikel 7 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 16 november 2015, wordt het derde lid aangevuld met de volgende zin :

"Hetzelfde geldt voor de lonen met betrekking tot de geregulariseerde perioden krachtens artikel 3, eerste lid, 4^o."

Art. 27. Voor de personen voor wie de termijn van tien jaar vanaf het einde van hun studies is verlopen op de datum van inwerkingtreding van deze wet, voorziet de Koning in een overgangsmaatregel die enkel betrekking kan hebben op de studieperioden vanaf 1 januari van het jaar van hun twintigste verjaardag.

HOOFDSTUK 2. — *Inwerkingtreding*

Art. 28. Deze titel is van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 december 2018 ingaan, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van rustpensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 november 2018 ingegaan zijn.

Art. 29. Deze titel treedt in werking op 1 december 2017.

TITEL 4. — Bepalingen betreffende de pensioenen van de zelfstandigen

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen*

Art. 30. In artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1^o in het tweede lid worden de woorden "evenals deze tijdens welke hij verbonden was door een door de Regering erkend en gecontroleerd leercontract" opgeheven;
- 2^o het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De gelijkstellingen bedoeld in deze paragraaf kunnen afhankelijk gemaakt worden van de betaling van een bijdrage. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaronder die bijdrage kan terugbetaald worden."

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie*

Art. 31. In art. 5, § 3, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 16 januari 2006, wordt de bepaling onder 2^o vervangen als volgt :

"2^o de fictieve inkomsten waarmee rekening dient te worden gehouden voor de tijdvakken die door de Koning worden gelijkgesteld ter uitvoering van artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72."

Art. 32. À l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 24 avril 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. En vue du calcul de la pension de retraite, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 4, § 1^{er}, est scindé en cinq parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1^{er} janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

4° une quatrième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés avant le 1^{er} janvier 1984, tout trimestre valant 0,25;

5° une cinquième partie qui représente les périodes assimilées en application de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, tout trimestre valant 0,25.”;

2° dans le paragraphe 4, les mots “visée au § 1^{er}, 4°” sont remplacés par les mots “visée au § 1^{er}, 4° et 5°”.

Art. 33. A l'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 24 avril 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. En vue du calcul de la pension de survie, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 7, § 1^{er}, est scindé en cinq parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1^{er} janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

4° une quatrième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés avant le 1^{er} janvier 1984, tout trimestre valant 0,25;

5° une cinquième partie qui représente les périodes assimilées en application de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, tout trimestre valant 0,25.”;

2° dans le paragraphe 4, les mots “visée au § 1^{er}, 4°” sont remplacés par les mots “visée au § 1^{er}, 4° et 5°”.

Art. 34. À l'article 9bis du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2015, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. En vue du calcul de l'allocation de transition, le numérateur de la fraction représentative de la carrière du conjoint décédé visée à l'article 7bis, § 1^{er}, est scindé en cinq parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1^{er} janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

4° une quatrième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés avant le 1^{er} janvier 1984, tout trimestre valant 0,25;

5° une cinquième partie qui représente les périodes assimilées en application de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, tout trimestre valant 0,25.”;

Art. 32. In artikel 6 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 24 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Met het oog op de berekening van het rustpensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 4, § 1, in vijf delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° een vierde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen vóór 1 januari 1984 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

5° een vijfde deel dat de in toepassing van artikel 33 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 1967 gelijkgestelde periodes uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25.”;

2° in paragraaf 4 worden de woorden “bedoeld in § 1, 4°” vervangen door de woorden “bedoeld in § 1, 4° en 5°”.

Art. 33. In artikel 9 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 24 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Met het oog op de berekening van het overlevingspensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 7, § 1, in vijf delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° een vierde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen vóór 1 januari 1984 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

5° een vijfde deel dat de in toepassing van artikel 33 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 1967 gelijkgestelde periodes uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25.”;

2° in paragraaf 4 worden de woorden “bedoeld in § 1, 4°” vervangen door de woorden “bedoeld in § 1, 4° en 5°”.

Art. 34. In artikel 9bis van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Met het oog op de berekening van de overgangsuitkering wordt de teller van de breuk die de loopbaan van de overleden echtgenoot uitdrukt, bedoeld in artikel 7bis, § 1, in vijf delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° een vierde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen vóór 1 januari 1984 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

5° een vijfde deel dat de in toepassing van artikel 33 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 1967 gelijkgestelde periodes uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25.”;

2° dans le paragraphe 5, les mots “visée au § 1^{er}, 4^o” sont remplacés par les mots “visée au § 1^{er}, 4^o et 5^o”.

CHAPITRE 3. — *Disposition transitoire*

Art. 35. L'article 14, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et les articles 6, §§ 1^{er} et 4, 9, §§ 1^{er} et 4, et 9bis, §§ 1^{er} et 5, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, restent d'application dans leur version qui était d'application avant la date d'entrée en vigueur du présent titre, à condition que le demandeur opte avant le 1^{er} décembre 2020 pour introduire une demande d'assimilation sous les conditions qui valaient avant cette date d'entrée en vigueur.

CHAPITRE 4. — *Application dans le temps et entrée en vigueur*

Art. 36. Le présent titre est d'application aux demandes d'assimilation qui sont introduites à partir du 1^{er} décembre 2017, pour les pensions qui prennent cours effectivement au plus tôt le 1^{er} décembre 2018, à l'exception des pensions de survie calculées sur la base de pensions de retraite qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} novembre 2018.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 31 de la présente loi est d'application aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} juillet 1997.

Art. 37. Le présent titre entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017, à l'exception de l'article 31 qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1997.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le ministre des Indépendant,
D. DUCARME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) *Chambre des représentants*
(www.lachambre.be)

Documents : 0184 – 54-2378

Compte rendu intégral : 21 septembre 2017.

2° in paragraaf 5 worden de woorden “bedoeld in § 1, 4^o” vervangen door de woorden “bedoeld in § 1, 4^o en 5^o”.

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 35. Artikel 14, § 1, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en artikelen 6, §§ 1 en 4, 9, §§ 1 en 4, en 9bis, §§ 1 en 5, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, blijven van toepassing in de versie die van toepassing was voor de datum van inwerkingtreding van deze titel, indien de aanvrager vóór 1 december 2020 ervoor kiest om de aanvraag tot gelijkstelling in te dienen onder de voorwaarden die vóór die datum van inwerkingtreding golden.

HOOFDSTUK 4. — *Toepassing in de tijd en inwerkingtreding*

Art. 36. Deze titel is van toepassing op de aanvragen tot gelijkstelling die vanaf 1 december 2017 ingediend worden, voor de pensioenen die daadwerkelijk ten vroegste op 1 december 2018 ingaan, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van rustpensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 november 2018 ingegaan zijn.

In afwijking van het vorige lid is artikel 31 van deze wet van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 ingaan.

Art. 37. Deze titel treedt in werking op 1 december 2017, met uitzondering van artikel 31, dat uitwerking heeft op 1 juli 1997.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De minister van Zelfstandigen,
D. DUCARME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) *Kamer van volksvertegenwoordigers*
(www.dekamer.be)

Stukken : 0184 – 54-2378

Integraal verslag : 21 september 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/13374]

2 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, modifié par les lois du 18 juillet 1990, 5 avril 1995, 4 août 1996, 27 novembre 1996 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/13374]

2 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoeberehoren moeten voldoen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoeberehoren moeten voldoen, artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990, 5 april 1995, 4 augustus 1996, 27 november 1996 en het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoeberehoren moeten voldoen;